

3. Les modalités de paiement

3.1. 40 % est payé après la signature du protocole d'accord;

3.2. 35 % est payé après la décision du Ministre et après l'avis de la Commission tel que visé à l'Arrêté sur le rapport de suivi du 31 décembre 2003;

3.3. 25 % est payé après la décision du Ministre et après l'avis de la Commission sur le rapport final et sur présentation du décompte final (avec les pièces justificatives), du bilan final et du compte-rendu financier du projet entier.

3.4. Les paiements se font sur un compte communiqué par l'université.

3.5. Les paiements se font conformément aux prescriptions de l'article 5, §§ 4 et 5, de l'Arrêté.

4. Le coordinateur du projet

L'(es) université(s) désigne(nt) [nom et adresse] comme coordinateur du projet.

Le coordinateur du projet :

— est tenu de mettre toute information pertinente et tout document concernant le protocole d'accord à la disposition des membres de la commission d'évaluation via l'administration;

— reçoit toute information pertinente du Ministre et est responsable de toutes les communications au(x) recteur(s) de l'/des université(s) concernée(s) et aux exécuteurs du protocole d'accord;

— suit les opérations financières dans le cadre du projet.

5. Dispositions finales

5.1. Les parties contractantes se déclarent d'accord pour respecter leurs engagements imposés aux dates convenues. Ils se déclarent également d'accord sur le règlement de financement et les sanctions prévus au cas où les engagements convenus ne seraient pas respectés. Ils s'engagent à communiquer sans délai tout développement pertinent relatif à l'exécution du présent protocole d'accord à l'administration. Des modifications au contenu du protocole d'accord tel que décrit ci-dessus, peuvent être apportées de commun accord.

5.2. D'éventuels différends relatifs à l'exécution et au contenu du protocole d'accord sont soumis à une commission ad hoc composée de deux membres à être désignés par le Ministre et deux membres à être désignés par l'(es) université(s).

5.3. La récupération de subventions déjà payées se fait conformément aux prescriptions des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, si l'université ne respecte pas les conditions contenues au présent protocole d'accord et au présent Arrêté, si elle utilise les subventions à des fins autres que celles visées au présent protocole d'accord et au présent Arrêté ou si elle empêche le contrôle sur place des pièces justificatives.

6. Le présent protocole d'accord est fait en x exemplaires, dont un remis à chaque partie contractante.

Bruxelles, [date]

Le recteur/président de

[Prénom et nom]

La Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation,

Marleen Vanderpoorten

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 septembre 2002 fixant la procédure et les conditions d'allocation de moyens supplémentaires aux universités flamandes dans l'année budgétaire 2002 et fixant la forme et le contenu des protocoles d'accord.

Bruxelles, le 6 septembre 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation,

M. VANDERPOORTEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 3532

[C — 2002/29470]

**17 JUILLET 2002. — Décret relatif à la reconnaissance
et au subventionnement des musées et autres institutions muséales (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales***Article 1^{er}.** Dans le cadre du présent décret, le musée se définit comme suit :

« une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte aux publics et qui fait des recherches concernant les témoins matériels et immatériels de l'homme et de son environnement, les acquiert, les conserve, les préserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation. »

2° Dans le cadre du présent décret, l'institution muséale se définit comme suit :

« une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public et qui exerce au moins deux des fonctions muséales suivantes :

— l'acquisition,

— la conservation et la préservation,

— la recherche ou

— la diffusion des témoins matériels et immatériels de l'homme et de son environnement. »

3° Dans le cadre du présent décret, le Conseil supérieur des musées et des autres institutions muséales créé par l'article 16 est désigné par les termes « le Conseil ».

4° Dans le cadre du présent décret, le Gouvernement de la Communauté française est désigné par les termes « le Gouvernement ».

CHAPITRE II. — *Des musées et autres institutions muséales de la Communauté française*

Art. 2. Le musée de la Communauté française est institué et organisé directement par la Communauté française. Le musée de la Communauté française est un service à gestion séparée.

Le musée de la Communauté française remplit une fonction de conseil et de guidance, notamment en matière de recherche scientifique, à l'égard des musées et autres institutions muséales reconnus.

Art. 3. L'institution muséale de la Communauté française est instituée et organisée directement par la Communauté française.

L'institution muséale de la Communauté française est un service à gestion séparée.

L'institution muséale de la Communauté française exerce une fonction de conseil et de guidance à l'égard des musées et institutions muséales reconnus.

CHAPITRE III. — *De la reconnaissance des Musées et autres Institutions muséales par la Communauté française*

Art. 4. Le Gouvernement peut reconnaître le musée qui répond aux conditions suivantes :

- 1° être géré par une personne morale sans but lucratif, de droit public ou de droit privé;
- 2° disposer d'une comptabilité distincte;
- 3° être installé dans des bâtiments dont il a la propriété ou la jouissance par bail ou convention écrite d'une durée d'au moins quinze ans. Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, déroger à cette condition;
- 4° ne pas contenir de biens acquis de manière illicite ou avoir pour objet la négation ou la réduction des droits d'un peuple, d'une personne ou d'un groupe de personnes.

Art. 5. Le Gouvernement peut reconnaître l'institution muséale qui répond aux conditions suivantes :

- 1° être gérée par une personne morale sans but lucratif de droit public ou de droit privé;
- 2° disposer d'une comptabilité distincte;
- 3° être installée dans des bâtiments dont elle a la propriété ou la jouissance par bail ou convention écrite d'une durée d'au moins quinze ans. Le Gouvernement peut, après avis du Conseil déroger à cette condition;
- 4° ne pas contenir de biens acquis de manière illicite ou avoir pour objet la négation ou la réduction des droits d'un peuple, d'une personne ou d'un groupe de personnes;

Dans le cadre du présent décret, la reconnaissance des institutions muséales est faite exclusivement pour leurs activités permanentes liées à la préservation ou à la mise en valeur du patrimoine.

Art. 6. Le Gouvernement détermine la procédure de demande, de renouvellement et de modification de reconnaissance des musées et institutions muséales reconnus par la Communauté française.

L'avis du Conseil est requis préalablement à toute reconnaissance de musée ou d'institution muséale.

Le Gouvernement peut retirer ou suspendre la reconnaissance conformément à l'article 12 du présent décret.

Art. 7. Seuls les musées de la Communauté française peuvent utiliser l'appellation « Musée de la Communauté française ».

Seuls les musées reconnus par la Communauté française peuvent utiliser l'appellation « Musée reconnu par la Communauté française ».

Seules les institutions muséales de la Communauté française peuvent utiliser l'appellation « Institution muséale de la Communauté française ».

Seules les institutions muséales reconnues par la Communauté française peuvent utiliser l'appellation « Institution muséale reconnue par la Communauté française ».

Art. 8. Après avis du Conseil, le Gouvernement répartit les musées reconnus par la Communauté française en trois catégories qu'il détermine en fonction du respect des critères muséaux suivants :

- 1° disposer d'une collection permanente, inventoriée présentant un intérêt scientifique et culturel;
- 2° présenter des garanties suffisantes quant à l'étude, la communication, la conservation et la gestion de la collection;
- 3° disposer d'une infrastructure adéquate à l'ensemble des fonctions muséales en ce compris la sauvegarde du patrimoine par des équipements adéquats;
- 4° disposer d'un personnel qualifié pour assurer les fonctions scientifiques, administratives, éducatives, techniques et de sécurité active;
- 5° être accessible au public selon des modalités définies préalablement par le musée ou l'institution muséale;
- 6° développer une approche dynamique de publics socialement et culturellement diversifiés;
- 7° participer à la mise en réseau ou à des actions collectives des musées;
- 8° collaborer avec d'autres institutions dans les domaines culturel, éducatif, social, économique et touristique.

CHAPITRE IV. — *L'octroi de subventions*

Art. 9. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue une subvention annuelle aux musées reconnus par la Communauté française en vertu du présent décret en vue de :

- 1° L'optimisation des fonctions muséales de manière équilibrée sur le plan des fonctions dans un cadre au moins triennal;
- 2° L'établissement et le maintien d'une structure de base de membres du personnel, correspondant aux critères énoncés à l'article 8, 4°;
- 3° La formation permanente du personnel et des collaborateurs du musée;
- 4° La réalisation de projets de création, d'aménagement et de développement.

Art. 10. Les musées reconnus par la Communauté française ont droit à une subvention annuelle de la Communauté française, définie en fonction de leur catégorie respective, dont 75 % seront liquidés au plus tard à la fin du deuxième trimestre de l'année concernée. Le solde de la subvention sera liquidé au plus tard trois mois après la production des justificatifs requis.

Art. 11. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement peut, après avis du Conseil, subventionner les activités permanentes de préservation, ou de mise en valeur du patrimoine des institutions muséales reconnues, le cas échéant en complémentarité avec les autres pouvoirs subsidiaires, selon les modalités et dans les conditions qu'il aura préalablement définies.

Art. 12. Lorsqu'il constate des manquements graves et avérés, une négligence ou un acte contraire à la préservation du patrimoine, le Gouvernement peut prononcer des sanctions allant de la suspension du versement des subventions au retrait de la reconnaissance.

Le Gouvernement se prononce après l'audition du ou des représentants du musée ou de l'institution muséale concerné par un délégué du Gouvernement et après avis du Conseil. Cet avis doit être rendu dans un délai de trois mois à dater de la demande du Gouvernement.

Art. 13. Après avis du Conseil, le Gouvernement peut octroyer des subventions en faveur d'initiatives collectives émanant des mouvements associatifs qui agissent dans l'intérêt de musées et d'autres institutions muséales.

Le Gouvernement définit les critères, les modalités et la procédure d'octroi ainsi que le mode de calcul de ces subventions.

Art. 14. Après avis du Conseil, le Gouvernement peut accorder une subvention pour la création d'un musée ou d'une institution muséale visés respectivement aux articles 4 et 5 ou pour permettre à une institution de se mettre en conformité avec les exigences requises pour être reconnue en tant que musée ou institution muséale, sans que ce type de subvention puisse être octroyé pendant plus de cinq ans à une même initiative.

Le Gouvernement détermine les critères requis pour qu'un projet de création ou de mise en conformité puisse prétendre à l'octroi de ces subventions.

Art. 15. Le contrôle du respect de l'emploi des subventions est exercé conformément aux articles 55 à 58 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exercice de ce contrôle.

CHAPITRE V. — *Le Conseil supérieur des Musées et des autres Institutions muséales*

Art. 16. Il est créé un Conseil supérieur des musées et des autres institutions muséales.

Le Conseil émet les avis visés par le présent décret ainsi que sur toutes les questions relatives à la politique des musées et des autres institutions muséales, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement ou des services du Gouvernement.

Art. 17. Le Conseil se compose de douze membres nommés par le Gouvernement selon des modalités qu'il détermine.

Art. 18. Le Gouvernement peut reconnaître les associations représentatives du secteur selon des modalités qu'il détermine.

Les associations représentatives reconnues sont consultées avant la nomination des membres du Conseil par le Gouvernement.

Art. 19. Le mandat des membres du Conseil est de cinq ans.

Ils ne peuvent exercer plus de deux mandats consécutifs.

Art. 20. Le Gouvernement communique au Conseil de la Communauté française et à l'observatoire des politiques culturelles la liste des membres composant le Conseil.

Art. 21. Lorsque le Conseil est saisi d'une demande d'avis, l'Administration communique les dossiers complets en sa possession dans les plus brefs délais à ses membres.

Le Conseil transmet ses avis au Gouvernement au plus tard un mois après la réunion au cours de laquelle il a statué sur ces avis.

Si ce délai n'est pas respecté, le Gouvernement peut prendre sa décision sans le rapport du Conseil.

Art. 22. Le Gouvernement motive spécialement sa décision lorsqu'il s'écarte de l'avis du Conseil.

Art. 23. Le Conseil est tenu d'élaborer un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Gouvernement.

Ce règlement d'ordre intérieur comporte au minimum :

- la méthodologie de travail que le Conseil entend suivre;
- le nombre minimal de réunions annuelles, celui-ci ne pouvant être inférieur à une par trimestre;
- les règles prévues en matière de procuration à un autre membre du Conseil, étant entendu que chaque membre ne peut être porteur de plus d'une procuration;
- l'obligation de rédiger un résumé des débats tenus au cours de chaque réunion. Ce résumé sera transmis au Gouvernement en même temps que l'avis;
- la possibilité pour le Conseil de remettre au Gouvernement, en même temps que son avis, une note de minorité ainsi que les modalités d'organisation de celle-ci;
- le fait que l'avis rendu l'est au nom du Conseil et sans indications nominatives.

Art. 24. § 1^{er}. Le Conseil a la faculté d'entendre le responsable du projet sur lequel porte l'avis. Le règlement d'ordre intérieur prévoit les cas où cette audition est obligatoire, notamment dans les cas visés par le présent décret.

§ 2. Il est interdit, pour le membre du Conseil qui est, directement ou indirectement, concerné par un dossier soumis au Conseil, de participer aux débats et à la prise de décision relatifs audit dossier.

Art. 25. Le Conseil a l'obligation de motiver ses avis. Le Gouvernement transmet copie de l'avis du Conseil lors de la notification de sa décision au responsable du projet.

Art. 26. Le Conseil remet annuellement au Gouvernement, au Parlement et à l'observatoire des politiques culturelles un rapport d'activités comprenant au minimum :

- la liste des dossiers qui lui ont été soumis;
- les avis rendus et les critères dont il a été tenu compte dans leur élaboration;
- la présence de ses membres lors des réunions.

Les services de la Communauté française assurent la mise en ligne de ces rapports sur le site officiel de la Communauté française à la fin de chaque année d'exercice du Conseil.

Art. 27. Les membres du Conseil sont démissionnaires de plein droit en cas d'absence non excusée à trois réunions annuelles.

Art. 28. Le Gouvernement arrête le montant perçu par les membres du Conseil par jeton de présence, ainsi que, le cas échéant, le montant perçu par dossier traité et les frais de déplacement.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et abrogatoires*

Art. 29. § 1^{er}. Le décret du 10 décembre 1980 portant création du Conseil supérieur des Musées est abrogé.

§ 2. L'arrêté royal du 22 avril 1958 réglementant l'octroi de subventions aux musées ne relevant pas de l'Etat est abrogé.

Art. 30. Sauf s'ils deviennent un musée organisé ou une institution muséale organisée par la Communauté française ou s'il y a un retrait de reconnaissance conformément à l'article 12 du présent décret,

— les institutions qui bénéficient, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, de subventions en application de l'arrêté royal du 22 avril 1958 réglementant l'octroi de subventions aux musées ne relevant pas de l'Etat, continueront à en bénéficier dans les conditions prévues par cet arrêté pendant une durée de trois ans;

— les institutions qui bénéficient, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, d'une convention à durée indéterminée, continuent à jouir, pendant une durée de trois ans, d'un montant de subvention au moins équivalent à celui fixé pour l'année précédant celle de l'entrée en vigueur du décret.

CHAPITRE VII. — *Entrée en vigueur*

Art. 31. Le présent décret entre en vigueur à partir du premier janvier 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2001-2002* :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 304-1. — Amendements de commission, n° 304-2. — Rapport, n° 304-3. — Amendements de séance, n° 304-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 16 juillet 2002.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 3532

[C — 2002/29470]

17 JULI 2002. — Decreet betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen***Artikel 1.** 1° In dit decreet verstaat men onder museum :

« een permanente instelling, zonder winstoogmerk, ten dienste van de maatschappij en de ontwikkeling ervan, open voor het publiek en die onderzoek verricht naar de materiële en immateriële getuigenissen van de mens en diens omgeving, deze aankoopt, bewaart, beschermt, meedeelt en onder meer tentoontstelt in het raam van de studie, de opvoeding en het genot. »

2° In dit decreet verstaat men onder museale instelling :

« een permanente instelling, zonder winstoogmerk, ten dienste van de maatschappij en de ontwikkeling ervan, open voor het publiek en die minstens twee van de volgende museumfuncties vervult :

- de aankoop;
- de bewaring en bescherming;
- het onderzoek of
- de verspreiding van de materiële en immateriële getuigenissen van de mens en diens omgeving ».

3° In dit decreet verstaat men onder "de Raad" de Hoge Raad van de musea en andere museale instellingen, ingesteld bij artikel 16.

4° In dit decreet verstaat men onder "Regering", de Franse Gemeenschapsregering".

HOOFDSTUK II. — *Musea en andere museale instellingen van de Franse Gemeenschap***Art. 2.** Het museum van de Franse Gemeenschap wordt rechtstreeks door de Franse Gemeenschap ingesteld en georganiseerd.

Het museum van de Franse Gemeenschap is een dienst in afzonderlijk beheer.

Het museum van de Franse Gemeenschap vervult een opdracht op het vlak van adviesverlening en begeleiding, met name inzake het wetenschappelijk onderzoek, ten aanzien van de erkende musea en andere museale instellingen.

Art. 3. De museale instelling van de Franse Gemeenschap wordt rechtstreeks door de Franse Gemeenschap ingesteld en georganiseerd.

De museale instelling van de Franse Gemeenschap is een dienst in afzonderlijk beheer.

De museale instelling van de Franse Gemeenschap vervult een opdracht op het vlak van adviesverlening en begeleiding ten aanzien van de erkende musea en museale instellingen.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de musea en andere museale instellingen door de Franse Gemeenschap***Art. 4.** De Regering kan een museum erkennen als het aan volgende voorwaarden voldoet :

1° beheerd worden door een rechtspersoon zonder winstoogmerk, door een publiekrechtelijk persoon of een privaatrechtelijk persoon;

2° een afzonderlijke boekhouding bezitten;

3° ondergebracht zijn in de gebouwen waarvan het eigenaar is of het genot krijgt door huring of schriftelijke overeenkomst voor een periode van minstens vijftien jaar. De Regering kan, na advies van de Raad, van deze voorwaarde afwijken;

4° geen goederen bezitten die op onwettige wijze zijn verkregen of zich tot doel stellen de rechten van een volk, van een persoon of van een groep te ontkennen of te beknotten.

Art. 5. De Regering kan de museale instelling erkennen als deze voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° beheerd worden door een rechtspersoon zonder winstoogmerk, door een publiekrechtelijk persoon of een privaatrechtelijk persoon;

2° een afzonderlijke boekhouding bezitten;

3° ondergebracht zijn in de gebouwen waarvan deze eigenaar is of het genot krijgt door huring of schriftelijke overeenkomst voor een periode van minstens vijftien jaar. De Regering kan, na advies van de Raad, van deze voorwaarde afwijken;

4° geen goederen bezitten die op onwettige wijze zijn verkregen of zich tot doel stellen de rechten van een volk, van een persoon of van een groep te ontkennen of te beknotten.

In dit decreet worden de museale instellingen uitsluitend erkend voor hun permanente activiteiten in verband met de bewaring of het benadrukken van het patrimonium.

Art. 6. De Regering legt de procedure vast voor de aanvraag, de hernieuwing en de wijziging van de erkenning van de door de Franse Gemeenschap erkende musea en museale instellingen.

Het advies van de Raad is vereist vóór iedere erkenning van een museum of van een museale instelling.

De Regering kan de erkenning intrekken of schorsen overeenkomstig artikel 12 van dit decreet.

Art. 7. Enkel de musea van de Franse Gemeenschap mogen de benaming "Musée de la Communauté française" dragen.

Enkel de door de Franse Gemeenschap erkende musea mogen de benaming "Musée reconnu par la Communauté française" dragen.

Enkel de museale instellingen van de Franse Gemeenschap mogen de benaming "Institution muséale de la Communauté française" dragen.

Enkel de museale instellingen die zijn erkend door de Franse Gemeenschap mogen de benaming "Institution muséale reconnue par la Communauté française" dragen.

Art. 8. Na advies van de Raad verdeelt de Regering de door de Franse Gemeenschap erkende musea onder in drie categorieën die zij bepaalt op grond van de inachtneming van de volgende museumcriteria :

1° beschikken over een permanente en geïnventariseerde verzameling, met een wetenschappelijke en culturele waarde;

2° voldoende garanties bieden inzake de studie, mededeling, bewaring en beheer van de verzameling;

3° beschikken over een gepaste infrastructuur voor alle museale functies, ook wat betreft de bescherming van het patrimonium door geschikte voorzieningen;

4° beschikken over geschoold personeel om in te kunnen staan voor de wetenschappelijke, administratieve, educatieve en technische functies alsook voor de functies op het vlak van de actieve beveiliging;

5° toegankelijk zijn voor het publiek volgens de wijzen die voorafgaandelijk vastgesteld worden door het museum of de museale instelling;

6° een dynamische aanpak uitdokeren voor een sociaal en cultureel uiteenlopend publiek;

7° deelnemen aan de totstandkoming van een netwerk of aan collectieve initiatieven van musea;

8° samenwerken met andere instellingen op cultureel, educatief, sociaal, economisch en toeristisch vlak.

HOOFDSTUK IV. — *Toekening van toelagen*

Art. 9. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kent de Regering een jaarlijkse toelage toe aan de musea die erkend zijn door de Franse Gemeenschap krachtens dit decreet met het oog op :

1° de evenwichtige optimalisering van de museumfuncties in het kader van minstens driejaarlijkse perioden;

2° de invoering en het behoud van een basisstructuur van het personeel, overeenkomstig de criteria gesteld in artikel 8, 4°;

3° de permanente vorming van het personeel en van de medewerkers van het museum;

4° de tenuitvoerlegging van projecten inzake creatie, inrichting en ontwikkeling.

Art. 10. De door de Franse Gemeenschap erkende musea hebben recht op een jaartoeelage van de Franse Gemeenschap, vastgesteld op grond van hun respectieve categorie, waarvan 75 % wordt uitbetaald uiterlijk op het eind van het tweede kwartaal van het betrokken jaar. Het saldo van de toelage wordt uiterlijk drie maanden na de voorlegging van de vereiste bewijsstukken uitbetaald.

Art. 11. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Regering, na advies van de Raad, de permanente activiteiten voor de bewaring of voor het benadrukken van het patrimonium van de erkende museale instellingen subsidiëren, desgevallend samen met andere subsidiërende overheden, volgens de wijzen en onder de voorwaarden die zij voorafgaandelijk zal hebben bepaald.

Art. 12. Wanneer zij ernstige en bewezen tekortkomingen vaststelt, alsook een nalatigheid of een handeling in strijd met de bescherming van het patrimonium, dan kan de Regering sancties treffen gaande van de schorsing van de uitbetaling van de toelagen tot de intrekking van de erkenning.

De Regering spreekt zich uit nadat de vertegenwoordiger(s) van het betrokken museum of van de betrokken museale instelling werden gehoord door een afgevaardigde van de Regering en na advies van de Raad. Dit advies wordt uitgebracht binnen een termijn van drie maand vanaf het verzoek van de Regering.

Art. 13. Na advies van de Raad kan de Regering toelagen verlenen voor collectieve initiatieven van verenigingen die handelen in het belang van de musea en van andere museale instellingen.

De Regering legt de criteria, de wijzen en de procedure voor de toekenning vast alsook de berekeningswijze van deze toelagen.

Art. 14. Na advies van de Raad kan de Regering een toelage verlenen voor de oprichting van een museum of van een museale instelling, bedoeld in respectievelijk artikelen 4 en 5 of om een instelling toe te laten zich te richten naar de vereisten om te worden erkend als museum of museale instelling, zonder dat dit type toelage meer dan vijf jaar voor eenzelfde initiatief wordt verleend.

De Regering legt de criteria vast die noodzakelijk zijn opdat een project voor de creatie of voor de gelijkvormigheid aanspraak zou kunnen maken op deze toelagen.

Art. 15. Het toezicht op de naleving van de aanwending van de toelagen geschiedt overeenkomstig artikelen 55 tot 58 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

De Regering bepaalt de wijzen voor de uitoefening van dit toezicht.

HOOFDSTUK V. — *Hoge Raad van de musea en de andere museale instellingen*

Art. 16. Er wordt een Hoge Raad van de musea en de andere museale instellingen opgericht.

De Raad brengt de adviezen uit bedoeld in dit decreet alsook over allerhande vraagstukken met betrekking tot het beleid van de musea en de andere museale instellingen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Regering of van de diensten van de Regering.

Art. 17. De Raad bestaat uit twaalf leden die worden benoemd door de Regering volgens de wijzen die zij bepaalt.

Art. 18. De Regering kan de representatieve verenigingen van de sector erkennen volgens de wijzen die zij bepaalt.

De erkende representatieve verenigingen worden geraadpleegd vóór de benoeming van de leden van de Raad door de Regering.

Art. 19. De leden van de Raad hebben een mandaat van vijf jaar.

Zij mogen niet meer dan twee opeenvolgende mandaten uitoefenen.

Art. 20. De Regering bezorgt de lijst van de leden van de Raad aan de Raad van de Franse Gemeenschap en aan het observatoire des politiques culturelles.

Art. 21. Wanneer de Raad om advies wordt verzocht, stuurt het Bestuur de volledige dossiers die in zijn bezit zijn zo vlug mogelijk naar de leden van de Raad.

De Raad brengt zijn adviezen uit bij de Regering uiterlijk een maand na de vergadering waarop een beslissing werd genomen omtrent deze adviezen.

Als deze termijn niet wordt nageleefd, kan de Regering haar beslissing nemen zonder het verslag van de Raad.

Art. 22. De Regering omkleedt haar beslissing met bijzondere redenen wanneer zij het advies van de Raad niet volgt.

Art. 23. De Raad is verplicht een huishoudelijk reglement op te stellen dat, evenals de wijzigingen eraan, ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

Dit huishoudelijk reglement omvat minstens :

- de werkwijze die de Raad wil volgen;
- het minimum aantal vergaderingen per jaar, met minstens een vergadering per kwartaal;
- de regels inzake de machtiging van een andere lid van de Raad, met dien verstande dat elk lid slechts een volmacht kan krijgen;
- de verplichting om een beknopt verslag te maken van de debatten van iedere vergadering. Dit verslag wordt samen met het advies naar de Regering gestuurd;
- de mogelijkheid voor de Raad om, samen met zijn advies, een minderheidsnota alsook de wijzen voor de opmaak ervan naar de Regering te sturen;
- het feit dat het uitgebracht advies geschiedt in naam van de Raad, zonder vermelding van namen.

Art. 24. § 1. De Raad heeft de mogelijkheid om de verantwoordelijke te horen van het project waarover het advies uitgebracht wordt. Het huishoudelijk reglement voorziet in de gevallen waarbij deze hoorzitting verplicht is, met name in de gevallen bedoeld in dit decreet.

§ 2. Het is verboden, voor het lid van de Raad dat, al dan niet rechtstreeks, betrokken is bij een dossier dat aan de Raad is voorgelegd, deel te nemen aan de debatten en de besluitvorming inzake dit dossier.

Art. 25. De Raad is verplicht zijn adviezen met redenen te omkleden. De Regering stuurt een afschrift van het advies van de Raad naar de verantwoordelijke van het project tezamen met de kennisgeving van haar beslissing.

Art. 26. De Raad legt jaarlijks een activiteitenverslag voor aan de Regering, het Parlement en het observatoire des politiques culturelles, dat minstens bestaat uit :

- de lijst van de dossiers die hem werden voorgelegd;
- de uitgebrachte adviezen en de criteria die in acht werden genomen bij de opmaak van deze adviezen;
- de aanwezigheid van zijn leden op de vergaderingen.

De diensten van de Franse Gemeenschap zorgen ervoor dat deze verslagen op het einde van ieder boekjaar van de Raad on-line te raadplegen zijn op de officiële website van de Franse Gemeenschap.

Art. 27. De leden van de Raad zijn van rechtswege ontslagnemend als zij drie maal per jaar ongewettigd afwezig zijn op de vergaderingen.

Art. 28. De Regering bepaalt het bedrag dat de leden van de Raad krijgen per presentiegeld alsook, desgevallend, het bedrag dat ze ontvangen per behandeld dossier en de verplaatsingskosten.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 29. § 1. Het decreet van 10 december 1980 houdende oprichting van een Hoge Raad der Musea wordt opgeheven.

§ 2. Het koninklijk besluit van 22 april 1958 tot reglementering van de toekenning van toelagen aan de musea welke niet van de Staat afhangen, wordt opgeheven.

Art. 30. Behalve wanneer zij een museum of een museale instelling worden die is ingericht door de Franse Gemeenschap of wanneer de erkenning wordt ingetrokken overeenkomstig artikel 12 van dit decreet,

— blijven de instellingen die, op de dag dat dit decreet in werking treedt, toelagen krijgen met toepassing van het koninklijk besluit van 22 april 1958 tot reglementering van de toekenning van toelagen aan de musea welke niet van de Staat afhangen, toelagen genieten aan de voorwaarden gesteld in dit besluit en dit gedurende drie jaar;

— blijven de instellingen die, op de dag dat dit decreet in werking treedt, een overeenkomst van onbepaalde duur hebben, gedurende minstens drie jaar, een toelage genieten minstens gelijk aan diegene van het jaar dat voorafging aan dat van de inwerkingtreding van het decreet.

HOOFDSTUK VII. — Inwerkingtreding

Art. 31. Dit decreet treedt in werking vanaf 1 januari 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 17 juli 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002 :*

Stukken van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 304-1. — Amendementen van de Commissie, nr. 304-2. — Verslag, nr. 304-3. — Amendementen tijdens de vergadering, nr. 304-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 juli 2002.

F. 2002 — 3533

[C - 2002/29480]

**3 OCTOBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant clôture de la session 2001-2002 du Conseil de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 32, § 1^{er} et § 3;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. La session 2001-2002 du Conseil de la Communauté française est close le 14 octobre 2002, à minuit.

Art. 2. Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 octobre 2002.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
H. HASQUIN

—
VERTALING

N. 2002 — 3533

[C - 2002/29480]

**3 OKTOBER 2002. — Besluit van de Franse Gemeenschapsregering
tot sluiting van de zitting 2001-2002 van de Raad van de Franse Gemeenschap**

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 32, § 1 en § 3;

Gelet op de beraadslaging van de Franse Gemeenschapsregering van 3 oktober 2002,

Besluit :

Artikel 1. De zitting 2001-2002 van de Raad van de Franse Gemeenschap wordt gesloten op 14 oktober 2002 om middernacht.

Art. 2. De minister-president van de Franse Gemeenschapsregering is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 3 oktober 2002.

Voor de Franse Gemeenschapsregering :

De minister-president,
H. HASQUIN